

Programme des Nations Unies pour le Développement

Et

Ministère de la Fonction publique, Réforme de l'État, du  
Travail et Sécurité Sociale

Réforme de l'Administration Publique, Modernisation de Services et  
Décentralisation

(REMODEC)

Rapport annuel : janvier à décembre 2016

**Préparé par:**

**Le Gestionnaire National**

**Aquino António Duarte**

Le 06 janvier 2017

## **I - Le contexte politique, économique et sociale**

Il convient de noter que la crise politique reste encore à régler malgré tout effort déjà fait de la part des communautés nationales et internationales pour réconcilier les Hommes Politiques Bissau-Guinéens. En effet, dans ce cadre des efforts et à la base de l'accord de Conakry il est nommé un Première Ministre qui doit diriger un gouvernement d'inclusion jusqu'à les élections législatives qui doivent se réaliser d'ici deux ans.

Du point de vue socio-économique il semble que le gouvernement qui va se créer bientôt, va continuer avoir quand même beaucoup des difficultés avec les syndicats. Car, Ceux-ci sont en grèves depuis longtemps, surtout les syndicats des enseignants, revendiquant leurs droits. Ça c'est une des conséquences de l'instabilité politique et socio-économique encore persistante dans le pays.

## **II - Les performances enregistrées dans les domaines de l'intervention du projet.**

### **Les Progrès obtenus par rapport aux indicateurs et cibles identifiés pour les produits.**

**Produit 1.** Le cadre législatif et réglementaire des Ministères, des lois organiques de services et les manuels de procédures de la gestion des effectives de l'Administration Publique sont disponibles.

• **Cible 1:**

-Tous les Ministères disposent de cadres organiques actualisés et approuvés par le Gouvernement depuis le dernier trimestre comme outils de référence de la gestion stratégique des ressources humaines.

• **Cible 2:**

- L'unité d'appui et de suivi de la réforme et décentralisation créés

Activité déjà réalisé l'année passée.

**Produit 2.** Les agents des Ministères cibles ont les capacités en informatique et en gestion des ressources humaines, financières et du patrimoine pour assurer la fourniture de services publics de qualité au niveau national et décentralisé.

• **Cible 1:**

-50 employés ont des compétences en informatiques.

Cette cible a été atteinte au deuxième trimestre de l'année passée mais il est prévu encore dans l'actuel PTA la réalisation des formations des DAF et des Gestionnaires des Ressources Humains

dans le domaine de Gestion Informatique et pour les fonctionnaires centrales et locaux sur les lois et procédures administratifs. Dans ce cadre 35 DAF et 35 gestionnaires des ressources humaines ont été soumis à deux cycles de formation dans le troisième et le quatrième trimestre.

-18 fonctionnaires centrales sont aussi formées sur les lois et les procédures administratives dans le quatrième trimestre.

Il faut encore souligner la réalisation d'un recensement des retraités pour mieux gérer l'effectif de cette catégorie et mieux gérer aussi les dépenses publiques concernées.

-Le gouvernement a créé récemment l'Haute Autorité pour la Gestion du Patrimoine de l'Etat pour rendre plus efficace sa gestion. Et la formation du personnel est prévue pour la prochaine année.

-Un arrêt du conseil des ministres a séparé la gestion des ressources humaines de la gestion financière pour rendre autonome et plus efficace la GRH.

**Produit 3.** Les acteurs locaux ont les informations et les connaissances du cadre juridique décentralisée pour assurer une meilleure gestion des collectivités publiques.

La mise en œuvre du plan de renforcement des capacités est continuée avec les cours de formation des fonctionnaires dans les domaines des lois et procédures administratifs au niveau local et central, avec la participation de 79 fonctionnaires.

La campagne de sensibilisation et de diffusion du programme de la décentralisation et du Code Juridique est mise en œuvre dans toutes les provinces du pays avec la participation de 168 personnes.

• **Cible 1:**

-Un mécanisme de pilotage et de coordination de la décentralisation créé au niveau central et dans les régions.

Début du processus de création d'un Conseil National de la Décentralisation avec la réalisation d'une réunion interministérielle.

Trois réunions de concertation avec les acteurs régionaux et locaux sont réforme menées par le ministère de l'administration territorial dans les provinces du Nord, Leste et Sud, afin de recueillir les informations pour la définition du profil des administrations régionales et locales dans le cadre de la administrative et décentralisation.

• Cible 2:

15 cadres locaux des régions pilotes ont des compétences dans la gestion des collectivités locales.  
Pas prévu pour cette année.

### III. Considérants sur les aspects transversaux

L'équipe du projet, comme d'habitude, a continué à faire plaidoyer pour stimuler la participation des femmes aux activités du projet et ainsi que le GRP's. L'une des préoccupations du projet est aussi d'assurer au maximum que leurs actions soient respectueuses de l'environnement et le droit de participation des femmes (Voir le tableau ci-dessous !)

Formation sur les lois et procédures administratives.		Pourcentage (%)
Total général de l'année	79	28%
Total général des femmes	22	
<b>Province l' est</b>		
Total général de l'année	22	
Total général des femmes	6	
<b>Province sud</b>		
Total général de l'année	24	
Total général des femmes	7	
<b>Province sud -Bolama -Bijagós</b>		
Total général de l'année	15	

<b>Total général des femmes</b>	<b>4</b>
---------------------------------	----------

**Secteur Autonome de Bissau**

<b>Total général de l'année</b>	<b>18</b>
Total général des femmes	<b>5</b>

**Campanhe de sensibilisation**

<b>Total général de l'année</b>	<b>168</b>	25%
Total général des femmes	<b>42</b>	

**Province Nord (Quinhamel)**

<b>Total général de l'année</b>	<b>40</b>
Total général des femmes	<b>12</b>

**Province Nord (Canchungo)**

<b>Total général de l'année</b>	<b>42</b>
Total général des femmes	<b>8</b>

**Province l' est**

<b>Total général de l'année</b>	<b>36</b>
Total général des femmes	<b>9</b>

**Province sud (Catio)**

<b>Total général de l'année</b>	<b>25</b>
---------------------------------	-----------

Total général des femmes	6
--------------------------	---

**Province sud ( Buba)**

<b>Total général de l'année</b>	<b>25</b>
Total général des femmes	7

**Diagnostic**

<b>Total général de l'année</b>	<b>63</b>	19%
Total général des femmes	12	

**Province nord**

<b>Total général de l'année</b>	<b>18</b>
Total général des femmes	4

**Province l' est**

<b>Total général de l'année</b>	<b>20</b>
Total général des femmes	3

**Province sud**

<b>Total général de l'année</b>	<b>25</b>
Total général des femmes	5

**Atelier de validation du diagnostic**

<b>Total général de l'année</b>	<b>74</b>	16%
Total général des femmes	12	

**Participant**

<b>Total général de l'année</b>	<b>62</b>
Total général des femmes	12

**Formation des gestionnaires des ressources humaines.**

<b>Total général de l'année</b>	<b>40</b>	30%
Total général des femmes	12	

**Sector Autonome de Bissau**

<b>Total général de l'année</b>	<b>40</b>
Total général des femmes	12

**Performances enregistrées dans la gestion des fonds**

Il convient de noter que le montant autorisé pour cette année était de USD 375.000 et le montant appliqué était de USD 102%.

**V – Développement des partenariats et mobilisation des ressources.**

Le contexte politique du pays continu encore à rendre difficile la mobilisation de partenariat et, par conséquent, des ressources. Il est de noter qu'avec cette instabilité politique permanente qui

prend déjà beaucoup de temps et qui est associé maintenant à la retraite temporaire de FMI et d'autres bailleurs à cause du dite Sauvetage des BANQUES a impliqué que l'environnement extérieur devient de plus en plus compliqué pour le pays, soient défavorable pour la mobilisation de ressources supplémentaires auprès des partenaires pour la mise en œuvre des initiatives de la réforme.

Il faut, entre tant, souligner le fait tenu lieux le 23 Juin passé (journée africaine de l'administration publique) ou le nouveau Gouvernement a déclaré sa volonté de s'engagé au processus de la réforme à haut niveau. Cette volonté politique a commencé déjà à se traduire en réalité avec l'approbation des lois organiques de tous les ministères par le Gouvernement. Et ça peut être un signe qui peut encourager les partenaires.

## **VI Gestion des risques**

Nous continuons à enregistrer encore les mêmes risques et les mêmes responsables pour leur gestion.

En effet, comme il été déjà dit dans le rapport du trimestre passé, le projet pourra compter sur une bonne exécution si de la part des ministres des secteurs **bénéficiaires du projet, le premier ministre, en sa qualité de président du comité de pilotage, des gouverneurs** et des administrateurs, il aye encore une volonté politique favorable.

Il convient également de noter que ce sera d'une extrême importance le renforcement et l'établissement de la synergie entre tous les acteurs du processus de la réforme. Seul le gouvernement peut gérer ces risques. Il est évident que l'équipe de projet devra continuer à sensibiliser et soutenir les plus hautes autorités du processus de réforme et décentralisation.

La méconnaissance des procédures administratifs et financières du PNUD de la part du gouvernement continu à provoquer des conflits entre l'équipe du projet et les responsables au niveau des ministères.

Ça c'est un risque qui peut être dépassé par la formation.

## **VII - Contraintes et opportunités**

Les conflits d'intérêts entre les institutions, le copinage, la corruption et la nomination des responsables régionaux et sectoriels sur la base des principes politiques, continuent d'être des obstacles majeurs à la mise en œuvre de la réforme et décentralisation.

Le faible niveau de connaissances techniques, les faibles niveaux salaires et la démotivation généralisée constituent, sans aucun doute, les principales contraintes à la modernisation de services de l'Etat. Une opportunité qui devrait être exploitée par le pays est la disponibilité des partenaires de continuer à appuyer le gouvernement dans le processus de la réforme et effectuation du processus démocratique à travers la mise en œuvre d'un programme de décentralisation. Un des problèmes de poids pour le projet est la faible prise de conscience des procédures du PNUD par des responsables gouvernementaux.

## **VIII - Défis, réponses et leçons apprises**

- Le majeur défi est d'élever le niveau de connaissances des procédures des partenaires de la part des responsables du Gouvernement et les sensibiliser et les convaincre de respecter les programmations et les budgets.

## **IX- Recommandations**

Nous continuons à recommander l'organisation d'un atelier sur les procédures du PNUD pour les responsables gouvernementaux.

Il serait souhaitable que le gouvernement matérialise les recommandations sortis de la réunion du Comité de pilotage le 07 Septembre dernier.

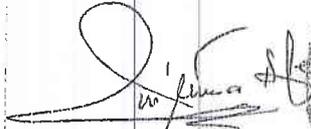
Signature

**Pour le Partenaire de mise en œuvre:**

**Nom et prénoms:** José Braima Dafé

**Titre:** Coordinateur de l'Unité de coordination, de l'Innovation et de la Réforme Administrative.

**Signature:**



**Date:**

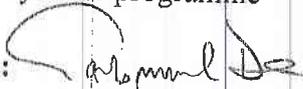
18.01.17

**Pour le Gestionnaire du portefeuille:**

**Nom et prénoms:** Marcelino Batista Sanca

**Titre:** Analyste de programme

**Signature:**



**Date:**

24/01/2017

